**Le droit à mourir dans la dignité**

Il faut toujours remettre en cause l'idée selon laquelle il y aurait d'un côté une mort «digne», celle choisie, de l'euthanasie, et de l'autre une mort indigne car «subie». Il y à des dignités différentes, voila tout.

Le droit à mourir dans la dignité est mis en œuvre jour après jour par les innombrables bénévoles en soins palliatifs.

Aujourd'hui, on meurt mal en France. Certains avancent une solution, ne pas appliquer la loi Léonétti, ne pas améliorer les soins palliatifs et légaliser l'euthanasie. Pour moi la légalisation de l'euthanasie serait un mal pire que les maux quelle prétend résoudre.

Il y a deux euthanasies. D'une part l'euthanasie -liberté qui est celle , par exemple, d'André Comte-Sponville. Il pense l'euthanasie dans le prolongement du suicide avec la noblesse d'une « ultime liberté» face à toutes les contraintes, les lassitudes. Il est possible de discuter de ces motivations acceptables jusqu'à un certain point.

D'autre part l'euthanasie économique, plus sordide, moins avouable. Il y a un an un vice-premier ministre Japonais avait fait le constat que 50% des dépenses de santé de son pays intervenaient dans les dernières semaines de la vie. Ce qui est vrai au Japon l'est aussi en France. Il avait suggéré que par devoir civique, les japonais «devraient» avancer de quelques semaines leur mort. Ainsi l’État ferait de considérables économies. (Il a fait depuis machine arrière).

Les deux euthanasies sont distinctes et en même temps, la seconde n'est pas loin de la première. Les coûts de la santé sont collectifs. Une pression sociale existe, implicitement.

La dérive est possible. Et ceux qui, sans la dire veulent diminuer les dépenses de santé par une «économie» de quelques semaines sur la durée de vie, font des partisans de l'euthanasie-liberté des «idiots utiles» de ce débat.

**Pourquoi les Français veulent l'euthanasie:**  Avant tout nous craignons l’hôpital! Nous ne voilons pas mourir seul, abandonnés, face à des machines, réduits à leurs maladies et incapables de comprendre la logique toute puissante des médecins. Ils savent qu'ils vont perdre leur autonomie physique mais surtout leur autonomie de décision. Ils ne seront plus maître du jeu. N'auront plus leur mot à dire. De guerre lasse ils préfèrent l'euthanasie sans savoir qu'ils réclament bien des droits déjà acquis. Quand on demande aux Français s'ils ont le droit de demander l'interruption des soins,ils répondent non ! Alors que c'est le cas depuis la loi de 2002! Toute cette ignorance et cette peur se convertissent en une revendication indistincte et incertaine de rejet de l'hôpital plus que d'adhésion à l'euthanasie.

Ne faudrait-il pas améliorer l'offre palliative, la place centrale de l'humain l'écoute l'humanité des relations, la modestie du curatif! C'est une question de volonté politique. Avant de se poser la question de l'euthanasie, posons-nous d'abord la question du confort, de l'accompagnement, des conditions de la mort en France. Il y a tant et tant à faire.

**L'euthanasie est une question de facilité:** On nous fait croire que le progrés est ce côté-ci,que la liberté «moderne»est de ce côté-ci,que l'euthanasie va régler tous les problèmes. Et inversement on nous dit qu'une mort bavarde,la moins inconfortable possible, la plus accompagnée, serait «archaïque», trop «chrétienne» comme si le travail de l'ultime parole, des derniers gestes, de la conscience seraient religieux avant que d'être humains.Le rapport Sicard , demandé par le gouvernement socialiste pour, en principe, mettre en œuvre l'engagement 21 de François Hollande nous le dit bien: l'euthanasie n'est pas une solution.

De nombreux aménagements sont nécessaires pour améliorer la fin de vie de 150 000 personnes qui meurent en France sur 550 000décés.

Alors l'euthanasie, si elle était légalisée, concernerait 6 à 7000 cas par an.

Ne faut-il pas penser au plus grand nombre, plutôt que répondre à des cas particuliers, de situations souvent très spécifiques , montées en épingles par les médias, dans des «affaires»? Là est le sens de la justice. Là est la responsabilité des politiques.

**Mourir une tragédie:** Il n'y a pas de «bonne mort», de mort pacifiée,facile.

Que feront-nous une fois confronté à cette échéance ultime? Mystère.

Chacun doit y faire face, l'envisager dans la solitude, une solitude fondamentale. La question n'est donc pas celle de résoudre l'angoisse de la mort individuelle mais celle d'améliorer l'accompagnement, d'entourer les personnes, de les considérer comme des personnes, de faciliter les ultimes aménagements familiaux, les ultima verba qui peuvent permettre à la famille de mieux vivre après.

**Faut-il mourir à l’hôpital?:** Aujourd'hui 70% des français meurent dans une structure hospitalière, parfois dans des conditions indignes et de temps à autre, dans des circonstances sordides.

Pensons à ces personnes âgées «envoyées» à l'hôpital parce que la maison de retraite ne veut pas payer les coûts du transport funéraire. Or n'est-pas plus «confortable» de mourir chez soi? Oui au début des années 1960, 70% des Français mouraient chez eux. Dans d'autres pays Européens, 70% des gens meurent chez eux. Alors pourquoi pas chez nous? C'est une question politique, une ambition de santé publique. Un objectif concret. Cela conduit à développer les équipes de soins pallitifs, les soins à domicile, les équipes mobiles se soins, et plus largement de refonder la manière dont nous envisageons la médecine des dernières semaines.

D'autres questions peuvent aussi être abordées: la formation des médecins éthique qui est nulle. D'autre pârt, le rapport Sicard dit que 80% des médecins ne sont pas formés aux techniques actuelles de soulagement de la souffrance.

Là aussi, il est urgent d'agir. En ce qui concerne les soins palliatifs, seul 20% des personnes susceptibles d'y accéder passent par eux. Les séjours en unité de soins palliatifs sont court. La diffusion de la «culture palliative» est faible…

Ce n'est pas une question de moyens financiers mais de la volonté des pouvoirs publics. Le rapport Sicard précise que les énormes économies budgétaire qui pourraient être faites en limitant l'acharnement thérapeutique devraient servir pour l’accompagnement, la qualité du mourir et les soins palliatifs. Les constat sont faits, les solutions sont là.

S'agit-il d'une révolution qui permettrait d'ajuster la culture palliative avec les exigences de la culture curative qui guérit le corps soulage la douleur, donne le confort biologique. Cella passe aussi par une humilité des mots, expressions et discours curatifs. Les malades ne sont pas des des maladies dans un corps,mais le corps souffrant d'une personne humaine. Ne faudrait-il pas retrouver le sens des mots oublié, désuet, «ringard» et pourtant essentiel: le «mourant»? Il est obligé de prendre patience,il doit désormais cohabiter avec sa mort imminente, il se dit et est reconnu à l'article de la mort, a l'articulation de la vie et de la mort.

**L’importance de la parole échangée au moment de la mort:** Sommes-nous avant tout notre corps ou surtout un certain «poids d'amour» dont parle ST Augustin? Ce poids est soupesé par chacun aux derniers jours. En avons-nous assez fait vis-à-vis de ceux que nous aimons? Qu'allons nous laisser d'ampour à nos enfants? Tout est là.

La séparation avec que nous aimons es-t essentielle. La moitié des dépréssions sont liées à des deuils mal faits. Quelque chose se passe ou ne passe pas à ce moment là, qui non seulement engage la paix de celui qui meurt, mais de ceux qui restent et vont demeurer, les survivants. Dans les derniers moments la parole sauve pu détruit. Elle libère ou emprisonne. Elle allège ou condamne. Tout intervient dans ce travail de la conscience sur elle même en lien avec les personnes aimées.

Le deuil est «moderne», le chagrin archaïque. Je tiens mon deuil, le chagrin me tient. Car dans l'idée moderne du deuil je l'organise, le contrôle. Proust nous le dit bien lors de la mort de sa grand-mère. N'en déplaisent aux «modernes» les sentiments de culpabilité, de dépendance, les blessures affectives, les fantômes mémoriels existent. Il nous faut «faire avec». Nous sommes dépendants de ceux qui nous ont aimés comme de deux que nous aimons.

Deux conceptions de l'humanité s'opposent. L'une individualiste, moderne. L'autre qui laisse a supposer que nous sommes travaillés par un immense souci de responsabilité. Flottons nous a la surface de nous-même ou au contraire, sommes nous dans l'océan de nos engagements, de nos vies partagées, de nos envies d'aller plus loin pour les autres? Bien entendu, notre souci de transmission domine. Il nous faut l'aménager dans les derniers moments. Et cela est rendu difficile, parfois même impossible, dans notre société qui a perdu la parole.